

Au Sahel, contre le terrorisme La guerre d'influence

Depuis le 11 janvier 2013, la France est engagée militairement au Sahel afin de lutter contre les groupes armés terroristes. L'opération Serval qui s'est achevée en 2014 a permis de chasser temporairement la coalition djihadiste qui avait entrepris d'élargir sa zone d'influence dans le sud du Mali, depuis le nord du pays. L'opération Barkhane, lancée le 1er août 2014, vise à lutter contre les groupes terroristes installés dans la bande sahélo-saharienne, au Tchad, au Burkina Faso, au Niger et surtout au Mali, pays qui a connu deux coups d'État successifs en moins d'un an. Le gouvernement de transition dominé par les militaires devrait organiser des élections en février prochain afin de rendre le pouvoir aux civils.

Hasard du calendrier ou coïncidences improbables.

Au Sahel, le temps s'est soudainement accéléré dernièrement. Le mardi 14 septembre, l'agence Reuters révèle que la junte malienne aurait entamé des négociations avec la société de sécurité privée russe controversée "Wagner", - proche du Kremlin - afin d'assurer la formation des Forces armées maliennes (FAMA) et la protection des dirigeants, moyennant finance. *"On peut se demander si ce n'est pas une manière pour le gouvernement malien d'affirmer son indépendance, voire d'esquisser une tentative dilatoire pour repousser l'échéance électorale prévue en février prochain"*, s'interroge Caroline Roussy, responsable du programme Afrique à L'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris).

Pas de départ mais pas de " Wagner "

Les autorités françaises réagissent : si les paramilitaires de Wagner arrivent au Mali, la France quittera le pays. Un sérieux coup de pression alors que la France a entamé le retrait progressif de ces militaires à Kidal, Tessalit et Tombouctou (au nord du Mali). Après plus de 8 ans d'engagement massif, Paris privilégie des actions ciblées notamment dans la zone dite des "trois frontières" (aux confins du Niger, du Mali et du Burkina Faso), ainsi que l'appui aux armées locales grâce au groupement européen de forces spéciales : la Task Force Takuba, initiée par la France.

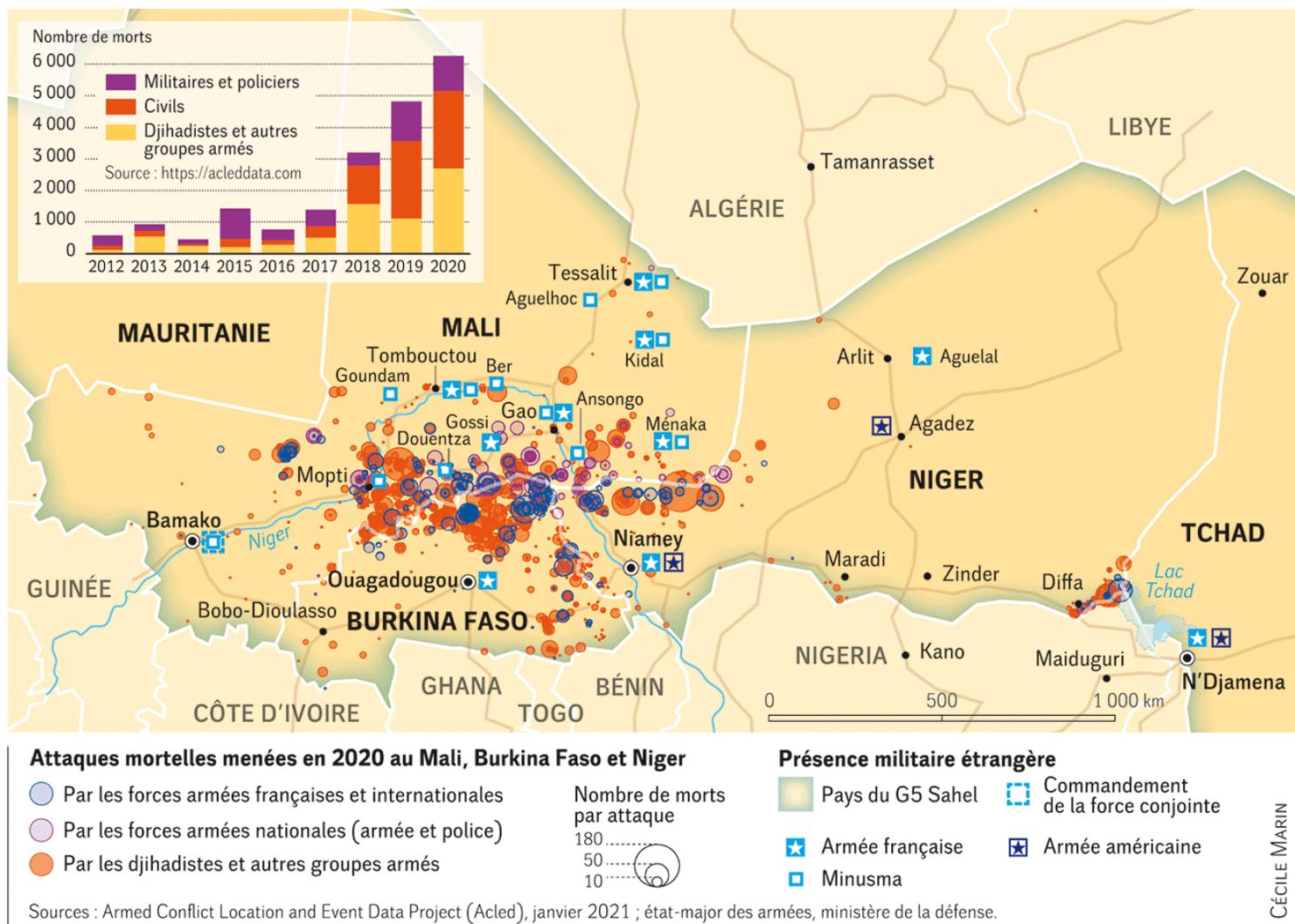
Dans la nuit du 15 au 16 septembre, le président Emmanuel Macron annonce la mort de "l'ennemi prioritaire", Adnan Abou Walid al-Sahraoui, chef du groupe djihadiste État islamique dans le grand Sahara, (EIGS). (...) Ce succès semble donc légitimer la présence de Barkhane et vient aussi rassurer la junte malienne tentée par "Wagner" mais aussi les pays européens engagés, au côté de la France, dans le cadre de la Task Force Takuba. (...)

Au-delà de la mort de al-Sahraoui, *"on peut dire que le leadership de l'EIGS a été très largement décimé par les forces françaises mais ces mouvements qui existent depuis longtemps ont l'habitude de se renouveler"*, observe Yvan Guichaoua, maître de conférences à la Brussels School of International Studies (Université du Kent). *"Il est probable que ce retrait prématuré entraîne le retour progressif des groupes radicaux violents. Dans les endroits plus isolés, nous risquons de voir la création de poches qui vont connaître des gouvernances fortement inspirées de la charia"*, prévient Aly Tounkara, (...). Certains observateurs pointent du doigt "une montée en puissance" et dans le même temps "une fragilité" chronique de l'armée malienne. *"Dans le nord et dans le centre du Mali, les communautés ont commencé à signer des accords de non-agression ou de paix avec les groupes terroristes. L'État malien pourrait s'inscrire dans*

cette démarche car l'armée malienne ne peut pas faire face à ces menaces malgré les formations dont elle bénéficie " de la France notamment, argumente Aly Tounkara. Dans le même temps, les groupes terroristes recrutent facilement dans une jeunesse désœuvrée et une population qui fait face à une extrême pauvreté, à la corruption ou encore à l'absence d'hôpitaux et d'écoles.

Jérémy Michaudet, La Provence, 28 septembre 2021

Junte : groupe de militaires de haut rang qui se saisissent du pouvoir politique



Carte publiée dans Le Monde diplomatique en février 2021

Minusma : Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation du Mali. Opération de maintien de la paix mandatée par l'ONU et composée de Casques bleus provenant de 30 pays.

Questions

1. Quelle est la nature de la guerre que la France mène au Mali et au Sahel depuis 2013 ? Pourquoi la France a-t-elle décidé de revoir sa stratégie en 2021 ?
2. Montrez que le conflit en cours au Sahel est un conflit intratétatique, transfrontalier, régionalisé voire internationalisé qui implique des acteurs de diverses natures.
3. Pourquoi un retour à la paix semble aujourd'hui difficile au Mali ?
4. La guerre au Mali et au Sahel peut-elle être analysée avec le modèle clausewitzien ?